

# Paysans et banquiers : le dialogue impossible ?

**Les animateurs du groupe de travail « financement des exploitations agricoles » de l'Inter-Réseaux ont animé un atelier sur la sécurisation du crédit lors d'un séminaire qui portait sur le rôle de la microfinance dans le financement de l'agriculture familiale<sup>1</sup>. Résumé des débats et des quelques idées émergeant de cette rencontre.**

D'abord un constat unanime : l'offre de financement pour l'agriculture est très en deçà des besoins en Afrique subsaharienne (voir le dossier financement dans *Grain de sel* n°16). Parmi cette offre, la part des Institutions de microfinance (IMF) est limitée et surtout concentrée dans quelques régions où dominent des filières « organisées » (coton, riz). Face à la diversité des besoins de financement des exploitations familiales, la microfinance ne peut à elle seule, même dans le meilleur des cas, les satisfaire. Il est donc indispensable de penser le financement des agricultures familiales de manière globale, en incluant la microfinance, les banques, les acteurs économiques d'amont et d'aval, les pouvoirs publics et bien sûr les organisations des producteurs.

Le défi n'est pas seulement d'augmenter quantitativement l'offre de financement à l'agriculture mais aussi qualitativement en développant des produits financiers innovants adaptés aux agricultures familiales. Se pose alors le problème de la prise en charge des coûts de recherche développement dans ce domaine et de qui doit s'en occuper : les associations professionnelles de microfinance, les réseaux bancaires ? Et quelle place pour les représentants paysans dans ces processus ?

Concernant le rôle des organisations paysannes (OP), on retrouve l'éternel débat : certains, surtout les financiers,

affirment que le financement est une chose trop délicate pour être confiée aux OP. D'autres défendent la construction d'institutions financières contrôlées par les producteurs. Faux débat : il existe déjà plusieurs institutions financières à gouvernance paysanne (Kafo Jiginew au Mali, les Cecam à Madagascar). La vraie question est plutôt de savoir comment s'assurer que des institutions financières, en impliquant des représentants de producteurs dans leur gouvernance, seront en mesure de mieux apprécier les spécificités des activités rurales pour innover et améliorer leurs performances au service de leurs clients.

La sempiternelle question des taux d'intérêt a bien sûr été évoquée : trop élevés où raisonnablement fixés en fonction des contraintes ? Sortons du dialogue de sourds : la vraie question est aux décideurs politiques nationaux mais aussi aux bailleurs : est-il légitime de laisser se fixer des taux si élevés alors que tout le monde sait que la bonification des taux a été un levier essentiel de la modernisation des agricultures un peu partout dans le monde ? Il ne s'agit pas non plus d'arroser les campagnes de crédits bonifiés (ce n'est qu'un élément d'une politique d'ensemble pour le secteur rural) mais simplement d'appuyer les efforts des ruraux dynamiques.

La question de la sécurisation du crédit est trop souvent abordée du strict point de vue des prêteurs (banquiers et IMF) : comment les préserver des risques ? L'atelier a permis de débattre de cette question sous l'angle de la sécurisation des revenus des ruraux. En effet, envisager la sécurisation du crédit uniquement du point de vue du prêteur pourrait entraîner la situation aberrante où des institutions financières, en bonne santé, se développeraient dans un contexte de pauvreté rurale accrue ! Il s'agit de mieux articuler les politiques de financement aux politiques agricoles et macroéconomiques (au niveau national comme régional).

Quelles alliances entre OP et IMF ? Aujourd'hui, il y a plus de points de tensions que d'intérêts conjoints pouvant jus-

tifier des « alliances ». Quelques idées ont néanmoins été lancées, notamment sur la question des systèmes d'assurance pour lesquels IMF et OP partagent les mêmes intérêts : réduire les risques individuels et, si possible, covariants.

La dimension sous-régionale des enjeux a été peu abordée sauf par... quelques représentants paysans ! Les débats se sont focalisés sur les relations entre IMF et secteur bancaire au sein d'un même pays. Dommage, car on peut penser que des questions clefs comme la couverture des risques covariants (sécheresse, attaques parasitaires à grande échelle) ou l'organisation des marchés agricoles ne pourront trouver des esquisses de réponses qu'au niveau international.

Le premier jour, le président du Roppa a présenté les multiples dimensions des exploitations familiales : pas seulement productrices de denrées agricoles, mais aussi porteuses d'activités économiques non agricoles, lieu de solidarités compensant l'absence quasi totale de filets de protection sociale. Malgré cette interpellation, le financement de l'activité agricole a monopolisé les débats au détriment de la part non agricole de l'activité des exploitations familiales et de ses implications financières. Que connaît-on vraiment des agricultures paysannes que beaucoup d'experts entendent promouvoir ?

Quel type d'agriculture encourager, à travers de nouvelles politiques de financement ? Cette question initiale est restée sans réponse. Attention, en l'absence d'un réel débat sur cette question, débouchant sur une vision à long terme des campagnes, les politiques de financement orientées vers le monde rural, surtout liées à l'activité agricole pour l'instant, risquent d'accroître les différenciations sociales en milieu rural au profit d'une moyenne, voire d'une grosse agriculture d'entreprise. La lutte contre la pauvreté a encore de beaux jours devant elle ! ■

*Denis Pesche et Dominique Lesaffre*

<sup>1</sup> Organisé par Cirad-Tera et le groupe Cerise.